



Communiqué

CAE publie ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2023

- Produits des activités ordinaires de 993,2 millions \$, par rapport à 814,9 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat par action (RPA) de 0,14 \$, par rapport à 0,04 \$ pour l'exercice précédent
- RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,19 \$, par rapport à 0,17 \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel de 102,1 millions \$, par rapport à 39,2 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽²⁾ de 124,7 millions \$, par rapport à 90,7 millions \$ pour l'exercice précédent
- Prises de commandes ajustées⁽³⁾ de 1 294,6 millions \$, carnet de commandes ajusté⁽³⁾ record de 10,6 milliards \$ et ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽³⁾ de 1,30
- Confirmation des perspectives pour l'exercice 2023, soit un taux de croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté consolidé d'environ 25 %

Montréal (Canada), le 10 novembre 2022 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE annonce aujourd'hui des produits des activités ordinaires de 993,2 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2023, comparativement à 814,9 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est établi à 44,5 millions \$ (0,14 \$ par action) pour le deuxième trimestre, comparativement à 14,0 millions \$ (0,04 \$ par action) pour l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2023, le résultat net ajusté⁽⁴⁾ s'est fixé à 61,5 millions \$ (0,19 \$ par action) par rapport à 53,2 millions \$ (0,17 \$ par action) pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel du trimestre s'est établi à 102,1 millions \$ (10,3 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 39,2 millions \$ (4,8 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 124,7 millions \$ (12,6 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 90,7 millions \$ (11,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Sommaire des résultats consolidés

(montants en millions, sauf les montants par action)

	T2-2023	T2-2022	Variation en %
Produits des activités ordinaires	993,2 \$	814,9 \$	22 %
Résultat opérationnel	102,1 \$	39,2 \$	160 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté ⁽²⁾	124,7 \$	90,7 \$	37 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	12,6 %	11,1 %	
Résultat net	46,3 \$	17,2 \$	169 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	44,5 \$	14,0 \$	218 %
Résultat de base et dilué par action (RPA)	0,14 \$	0,04 \$	250 %
Résultat net ajusté ⁽⁴⁾	61,5 \$	53,2 \$	16 %
RPA ajusté ⁽¹⁾	0,19 \$	0,17 \$	12 %
Prises de commandes ajustées ⁽³⁾	1 294,6 \$	871,4 \$	49 %
Carnet de commandes total ajusté ⁽³⁾	10 637,9 \$	8 827,9 \$	21 %

⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾ Le présent communiqué comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, un total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. Se référer à la section *Mesures hors*

PCGR et autres mesures financières de ce communiqué pour consulter les définitions et pour le rapprochement de ces mesures avec la mesure la plus directement comparable selon les PCGR.

« Nous avons affiché des résultats consolidés robustes au deuxième trimestre, grâce à une croissance à deux chiffres dans le secteur Civil, à de meilleurs résultats qu'au trimestre précédent dans le secteur Défense et à une rentabilité renouvelée dans le secteur Santé », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous avons continué à assurer l'avenir de CAE grâce à des prises de commandes ajustées d'une valeur totalisant près de 1,3 milliard \$, ce qui se traduit par un carnet de commandes ajusté record de 10,6 milliards \$ et un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,30. Dans le secteur Civil, nous avons obtenu des commandes d'une valeur de 751 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,48, y compris un accord de formation d'une durée de 15 ans avec Qantas et plusieurs autres accords de formation avec des compagnies aériennes et des exploitants de jets d'affaires. Nous avons également vendu 18 simulateurs de vol, ce qui porte à 29 le nombre total de FFS vendus depuis le début de l'exercice. Dans le secteur Défense, nous avons obtenu des commandes de solutions d'entraînement et de soutien aux missions d'une valeur de 500 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,13, ratio qui est supérieur à 1,00 depuis maintenant cinq trimestres. Nos perspectives demeurent très favorables pour le secteur Civil, dont la position de chef de file de l'industrie devrait nous permettre d'afficher une croissance importante au cours de la reprise du marché et par la suite. La croissance séquentielle dans le secteur Défense, conjuguée à des prises de commandes substantielles et au renouvellement du carnet de commandes, nous donne confiance dans l'amélioration des résultats à court terme. Le secteur Santé, quant à lui, continue d'accroître sa part du marché de la simulation et de la formation, et nous nous attendons à ce qu'il continue de s'appuyer sur sa dynamique de croissance. La vigueur généralisée que nous avons constatée au cours du trimestre et les prévisions actuelles pour le reste de l'exercice nous permettent de continuer de croire que notre résultat opérationnel sectoriel ajusté consolidé affichera une croissance d'environ 25 % pour l'exercice en cours et que nous atteindrons notre objectif à long terme d'un taux de croissance composé du RPA sur trois ans d'environ 25 %. »

Aviation civile (Civil)

Au deuxième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 507,2 millions \$, par rapport à 362,1 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 88,4 millions \$, comparativement à 49,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 104,4 millions \$ (20,6 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 65,3 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre, le secteur Civil a livré 10 simulateurs de vol (FFS)⁽⁵⁾ à des clients, et le taux d'utilisation⁽⁶⁾ de ses centres de formation s'est établi à 66 %.

Le secteur Civil a obtenu, ce trimestre, des contrats de solutions de formation d'une valeur de 751,1 millions \$, notamment pour la vente de 18 FFS, portant le total des commandes à 29 FFS pour le premier semestre de l'exercice. Depuis la clôture du trimestre, le secteur Civil a obtenu des commandes pour 5 FFS additionnels, portant à 34 le nombre total de FFS vendus depuis le début de l'exercice. Parmi les principaux contrats de formation qui nous ont été accordés au cours du trimestre, notons un nouvel accord d'une durée de 15 ans avec le groupe Qantas pour la formation des pilotes et l'exploitation, des ententes ou des prolongements d'ententes de formation à long terme avec Virgin Australia, DHL Air UK, JetSmart Airlines et American Airlines.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,48 pour le trimestre et à 1,40 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil totalisait un montant record de 5,5 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Aviation civile

(en millions, sauf les unités NES et les FFS)

	T2-2023	T2-2022	Variation en %
Produits des activités ordinaires	507,2 \$	362,1 \$	40 %
Résultat opérationnel	88,4 \$	49,9 \$	77 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	104,4 \$	65,3 \$	60 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	20,6 %	18,0 %	
Prises de commandes ajustées	751,1 \$	408,9 \$	84 %
Carnet de commandes total ajusté	5 457,1 \$	4 263,2 \$	28 %
Nombre équivalent de simulateurs (NES) ⁽⁷⁾	252	245	3 %
FFS dans le réseau de CAE ⁽⁵⁾	315	312	1 %
FFS livrés	10	5	100 %
Taux d'utilisation	66 %	53 %	25 %

⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾ Le présent communiqué comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, un total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. Se référer à la section *Mesures hors PCGR et autres mesures financières* de ce communiqué pour consulter les définitions et pour le rapprochement de ces mesures avec la mesure la plus directement comparable selon les PCGR.

Défense et sécurité (Défense)

Au deuxième trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 442,4 millions \$, en hausse de 6 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 12,1 millions \$, comparativement à une perte de 8,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 18,4 millions \$ (4,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 26,7 millions \$ (6,4 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Pour le trimestre, le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 499,9 millions \$ dans tous les domaines. Dans le domaine aérien, CAE a obtenu un contrat de Piaggio Aerospace pour un simulateur P.180 Avanti de niveau D qui servira à former l'Aviation italienne, et elle a étendu sa relation avec Lockheed Martin par l'appui du développement de plusieurs entraîneurs sur le système d'armes, en plus d'obtenir des contrats de modifications de diverses plateformes C-130, rehaussant ses relations stratégiques avec les fabricants d'équipement d'origine. Le secteur Défense a étendu ses capacités dans le domaine terrestre grâce à l'obtention d'un mandat de développement d'un prototype dans le cadre du contrat d'entraîneur virtuel du soldat (SVT) de l'armée américaine. Composante de l'environnement d'entraînement synthétique, le SVT poursuit l'expansion d'environnements d'entraînement synthétiques afin de favoriser l'entraînement dirigé par le soldat. Dans la région indopacifique, le secteur Défense a remporté un programme stratégique dans le domaine maritime dans le cadre du contrat d'entraînement sur les plateformes et les systèmes en soutien à la marine royale australienne. En vertu d'une entente de cinq ans, CAE soutiendra la transformation de l'entraînement futur fourni aux marins de la marine royale australienne sur quatre plateformes maritimes en accélérant la cadence de l'entraînement et en maximisant la capacité d'entraînement et les gains d'efficacité, et ce, sur place, au port et en mer. Dans les domaines spatial et cyber, le secteur Défense a obtenu des contrats supplémentaires de la part de son client clé du secteur aérospatial et défense antimissile, ainsi que des contrats pour des mises à niveau de la cybertechnologie sur ses plateformes et systèmes de base de la part de divers clients du département américain de la Défense. La combinaison de l'expérience, de la technologie numérique et du savoir-faire de CAE a également ouvert des portes au secteur Défense ce trimestre auprès de clients stratégiques comme le Laboratoire de recherche de l'armée de l'air pour le développement et la démonstration d'une capacité de véhicule aérien sans pilote innovatrice et efficace sur le plan des missions, pour un partenariat entre les appareils habités et les appareils sans pilote, une priorité de la défense nationale américaine.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,13 pour le trimestre et à 1,33 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à un montant record de

5,2 milliards \$ à la fin du trimestre. Le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 7,8 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats – Défense et sécurité

<i>(montants en millions)</i>	T2-2023	T2-2022	Variation en %
Produits des activités ordinaires	442,4 \$	417,9 \$	6 %
Résultat opérationnel	12,1 \$	(8,9) \$	236 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	18,4 \$	26,7 \$	(31) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	4,2 %	6,4 %	
Prises de commandes ajustées	499,9 \$	427,6 \$	17 %
Carnet de commandes total ajusté	5 180,8 \$	4 564,7 \$	13 %

Santé

Au deuxième trimestre, le secteur Santé a enregistré des produits des activités ordinaires de 43,6 millions \$, par rapport à 34,9 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 1,6 million \$, comparativement à une perte de 1,8 million \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 1,9 million \$ (4,4 % des produits des activités ordinaires), comparativement à une perte de 1,3 million \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Sommaire des résultats – Santé

<i>(montants en millions)</i>	T2-2023	T2-2022	Variation en %
Produits des activités ordinaires	43,6 \$	34,9 \$	25 %
Résultat opérationnel	1,6 \$	(1,8) \$	189 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	1,9 \$	(1,3) \$	246 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	4,4 %	— %	

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 22,6 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2023, surtout au titre des acquisitions de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) et de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre) effectuées à l'exercice 2022.

Les entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont établies à 138,0 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 30,9 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽⁸⁾ se sont fixés à 108,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à 19,4 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation se traduit en grande partie par la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles et l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et une partie de ces investissements est reprise au second semestre.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 14,5 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 24 %, par rapport à un taux d'imposition effectif négatif de 310 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent (taux d'imposition effectif négatif de 1 % si l'on tient compte des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition engagés à l'exercice précédent).

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽⁹⁾ ont totalisé 68,6 millions \$ pour le trimestre

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁰⁾ était de 3 194,6 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹¹⁾ était de 4,17. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 025,9 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 4,15. Le total des liquidités disponibles de CAE était d'environ 1,5 milliard \$ au 30 septembre 2022.

Le rendement du capital utilisé (RCU)⁽¹²⁾ ajusté s'est établi à 5,1 % pour le trimestre, comparativement à 5,2 % au trimestre précédent et à 6,6 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

⁽⁶⁾ ⁽⁹⁾ ⁽¹⁰⁾ ⁽¹¹⁾ ⁽¹²⁾ Le présent communiqué comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, un total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. Se référer à la section *Mesures hors PCGR et autres mesures financières* de ce communiqué pour consulter les définitions et pour le rapprochement de ces mesures avec la mesure la plus directement comparable selon les PCGR.

Perspectives de la direction

Depuis 2020, CAE exécute une stratégie de croissance qui, à son avis, lui permettra de sortir de la pandémie avec une entreprise plus grande, plus résiliente et plus rentable que jamais. Plus précisément, en guise de point de repère sur le chemin de la reprise cyclique et par la suite, la Société vise une marge opérationnelle sectorielle ajustée consolidée d'environ 17 % d'ici à ce que ses marchés se soient généralement ressaisis, ainsi qu'une progression constante par la suite. Elle prévoit atteindre ce niveau de rentabilité grâce à une base d'activités beaucoup plus importante et à une structure de capital postpandémique qui lui permettra de conserver une grande marge de manœuvre pour équilibrer les investissements continus dans son avenir et les rendements du capital pour les actionnaires. La Société vise un taux de croissance composé du RPA sur trois ans (de l'exercice 2023 à l'exercice 2025) de l'ordre de 25 %.

Les obstacles actuels comprennent les restrictions de voyage restantes découlant de la pandémie mondiale, les tensions géopolitiques et la guerre en Ukraine, la pire inflation depuis des décennies, un ralentissement de la croissance économique mondiale, la crise énergétique potentielle en Europe et des pénuries aiguës au niveau de la chaîne d'approvisionnement et de la main-d'œuvre, chacun de ces facteurs pouvant influencer sur le moment exact et le rythme de reprise du marché. En dépit de la volatilité supplémentaire introduite par ces facteurs et des obstacles plus intenses à court terme pour le secteur Défense, la direction maintient une vision très positive de son potentiel de croissance sur plusieurs années.

Les tendances à long terme prévues sont très favorables pour les trois secteurs d'activité principaux de la Société. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités de formation et de soutien opérationnel numérique cruciales ainsi que leurs besoins en gestion des équipages, l'accroissement de la demande prévue de pilotes et la forte demande de voyages en jets d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. La direction estime que le secteur Défense entreprend un long cycle ascendant, stimulé par les tensions géopolitiques et les engagements accrus des gouvernements en matière de modernisation et de préparation de la défense. L'évolution des priorités de défense nationale vers un accent accru sur les menaces provenant d'adversaires de force comparable et la reconnaissance de la hausse marquée du besoin pour le type de solutions numériques et synthétiques immersives qui tirent parti des avancées de CAE en matière de simulation et de formation pour l'aviation commerciale sont autant de facteurs qui sont favorables au secteur Défense de CAE. Le secteur Santé, quant à lui, est prêt à saisir les occasions découlant de la pénurie aiguë de personnel infirmier et de la hausse de la demande pour des solutions de sécurité publique.

La Société est d'avis que la reprise du secteur Civil aux niveaux d'avant la pandémie ou à des niveaux plus élevés demeurera essentiellement tributaire de l'assouplissement éventuel des restrictions de voyage restantes, surtout en Asie, où la Chine demeure un élément important d'une éventuelle reprise mondiale. Les excellents résultats en formation pour l'aviation commerciale du secteur Civil en Amérique et le nombre élevé de commandes de FFS donnent un bon aperçu de ce à quoi pourrait ressembler une reprise plus large des activités aériennes commerciales à l'échelle mondiale. Pour le reste de l'exercice 2023, la direction s'attend à ce que le secteur Civil enregistre une croissance plus marquée de son résultat opérationnel sectoriel ajusté au second semestre de l'exercice, en particulier au quatrième trimestre, grâce à la hausse des livraisons de FFS aux clients, au déploiement en cours de simulateurs dans le réseau de formation de CAE à l'échelle mondiale et au facteur saisonnier. En plus de continuer à accroître sa part du marché de la formation aéronautique et de renforcer sa position dans le domaine des services de vol numériques, le secteur Civil prévoit maintenir sa part de premier plan des ventes de FFS et livrer plus de 45 FFS à des clients du monde entier.

Le secteur Défense de CAE est en passe de devenir plus important et plus rentable, objectif que vise la Société depuis plusieurs années. Le secteur Défense est étroitement lié aux priorités de ses clients qui visent à défendre la liberté face à des menaces provenant d'adversaires de force comparable. Au cours des deux dernières années, le secteur Défense s'est taillé une place en tant que plus importante entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme. Il est particulièrement bien placé pour tirer parti des innovations de CAE dans le domaine de l'aviation commerciale afin de transformer l'entraînement grâce à l'application d'analyses avancées et de technologies de pointe. Cela devrait accroître le potentiel d'obtention de nouvelles occasions d'affaires dans le monde, accéléré par l'acquisition de L3H MT et par la capacité et la clientèle élargies que ce regroupement procure. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,33 pour les 12 derniers mois en est la preuve. Les événements géopolitiques actuels ont galvanisé les priorités de la défense nationale aux États-Unis et dans l'ensemble des pays de l'OTAN, et la direction s'attend à ce que l'augmentation des dépenses et la priorité spécifique accordée à l'état de préparation de la défense se traduisent par des occasions supplémentaires pour CAE dans les années à venir. Le secteur Défense devrait continuer à enregistrer des progrès constants au niveau de l'intégration de l'acquisition de L3H MT à l'exercice 2023, et prévoit réaliser les synergies de coûts attendues de l'ordre de 35 à 45 millions \$ d'ici l'exercice 2024.

À court terme, le secteur Défense demeurera aux prises avec les retards causés par une période prolongée de ratios valeur comptable des commandes/ventes annuels inférieurs à 1,0, surtout pour ses solutions de produits dont la marge est plus élevée. Le secteur Défense prévoit également que les obstacles macroéconomiques généralisés actuels, y compris les défis touchant la chaîne d'approvisionnement et la main-d'œuvre, persisteront pendant un certain temps et que les retards de commandes demeureront un facteur y contribuant. Au second semestre de l'exercice, le secteur Défense prévoit observer, particulièrement au quatrième trimestre, une amélioration des résultats comparativement au premier semestre. Cette prévision repose sur les attentes de la direction selon lesquelles certaines commandes retardées se concrétiseront, les programmes en carnet ajusté seront exécutés et atténueront partiellement les répercussions macroéconomiques par des réductions de coûts internes et les initiatives d'efficacité s'accéléreront vers la fin de l'exercice. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a servi de catalyseur à l'augmentation des budgets de défense; toutefois, la priorité immédiate accordée aux besoins opérationnels contribue aux retards dans l'attribution des contrats portant sur des programmes d'entraînement à court terme. CAE continue de s'attendre à une croissance supérieure dans le secteur Défense pour plusieurs années, grâce à la conversion en revenus des prises de commandes à plus forte marge et des soumissions, et à la réalisation progressive des synergies liées à l'intégration de L3H MT.

La direction est d'avis qu'on pourrait voir une création accrue de valeur dans le secteur Santé à mesure qu'il accroît sa part du marché de la simulation et de la formation en soins de santé et que se poursuit la croissance dans les deux chiffres de ses produits des activités ordinaires et la hausse de sa rentabilité.

Pour l'exercice en cours, CAE confirme son attente d'une croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté consolidé de l'ordre de 25 %, surtout alimentée par le secteur Civil, avec une pondération plus importante au quatrième trimestre.

Les dépenses totales d'investissement en immobilisations devraient être d'environ 250 millions \$ à l'exercice 2023, principalement afin de soutenir les investissements internes dirigés par le marché. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net ajusté en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. Ayant récemment conclu un cycle d'investissements dans la croissance externe plus important que d'habitude au cours des deux dernières années, la direction se concentre maintenant sur les investissements internes axés sur la demande des clients, sur l'intégration et l'accroissement de ses investissements récents, et sur le désendettement de son bilan. CAE prévoit que son ratio dette nette sur le BAIIA ajusté diminuera pour devenir inférieur à trois (3,0) d'ici le milieu du prochain exercice (l'exercice 2024), lorsqu'elle devrait être en mesure d'envisager le rétablissement des rendements du capital pour les actionnaires. Selon CAE, son taux d'imposition effectif annuel sera d'environ 22 %.

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2023 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail, ainsi que le calendrier et le degré d'assouplissement des restrictions de mobilité mondiales liées à la COVID-19. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. De plus, pour établir ses perspectives pour l'exercice 2023, la direction suppose qu'il n'y aura pas d'autres perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des activités de CAE et de sa capacité à fournir des produits et des services. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2022 de CAE. Veuillez consulter les sections intitulées « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs », « Hypothèses importantes » et « Risques importants », plus loin.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

En novembre 2022, CAE a annoncé qu'elle avait amassé 1,2 million \$ dans le cadre de sa campagne CAE-Centraide 2022 par l'entremise de dons de la part des employés, d'activités de collecte de fonds et d'un don de l'entreprise, en collaboration avec Unifor. CAE et ses employés sont très fiers de faire partie intégrante du Grand Montréal et de participer à son essor, et ils ont remis 15,8 millions \$ à Centraide du Grand Montréal depuis 2000. Outre Centraide, CAE soutient les collectivités dans lesquelles elle exerce ses activités par le biais de dons et de commandites qui appuient principalement des causes dans les domaines de l'éducation, de l'aviation civile, de la défense, de la sécurité et de la santé. La Société encourage également le bénévolat individuel et en équipe par l'entremise de son programme CAEbénévolat, et fait des dons à plusieurs causes soutenues par les employés.

CAE et Air Canada ont annoncé en octobre qu'elles s'associaient pour promouvoir la diversité dans le secteur de l'aviation en doublant le nombre de bourses *Commandante-Judy Cameron* accordées en 2023 à de jeunes Canadiennes qui étudient pour devenir pilotes professionnelles ou techniciennes d'entretien d'aéronef. Jusqu'à quatre futures pilotes professionnelles seront invitées à participer au programme CAE Femmes pilotes aux commandes en tant qu'ambassadrices.

En tant que première entreprise aéronautique canadienne carboneutre, CAE poursuit ses efforts pour réduire ses émissions de carbone à la source et pour contribuer au développement durable du secteur. CAE fait progresser les technologies vertes dans le domaine de l'aviation avec le développement d'une trousse de conversion électrique pour l'avion Piper Archer. Elle prévoit convertir les deux tiers de la flotte d'avions d'entraînement Piper de ses écoles de pilotage dans le monde, contribuant à une réduction marquée de ses émissions de portée 1 tout en mettant au point la formation des pilotes de l'avenir à l'exploitation des avions électriques. En outre, grâce à l'écosystème numérique de son secteur Civil, CAE fournit des solutions qui permettent aux compagnies aériennes et aux exploitants de jets d'affaires de réduire leur empreinte carbone en optimisant les plans de vol et la consommation de carburant.

Grâce au leadership d'opinion de CAE et à son engagement envers l'aviation, Marc Parent, président et chef de la direction, a été intronisé au Panthéon de l'aviation du Canada, et a reçu le prix Lifetime Achievement décerné par Aviation Week pour l'ensemble de ses réalisations, aux côtés de Steven F. Udvar-Hazy,

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, à www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com/fr/investisseurs pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés intermédiaires et le rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur SEDAR (www.sedar.com) et sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T2 de l'exercice 2023

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 14 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à www.cae.com.

À CAE, nous fournissons aux gens qui occupent des rôles critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires pour rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Mais avant tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux forces de défense et de sécurité, et aux professionnels de la santé de donner quotidiennement le meilleur d'eux-mêmes lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans plus de 200 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol, de missions et médicaux de la plus haute fidélité possible, et de programmes de formation personnalisés et assistés par l'intelligence artificielle. Nous investissons temps et ressources dans la création de la prochaine génération de solutions de formation et d'opérations critiques immersives et numériques de pointe tout en ayant un impact positif sur l'environnement, la société et la bonne gouvernance (ESG) qui s'inscrit au cœur de notre mission. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique en général, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, les marchés potentiels estimés, les énoncés relatifs à nos acquisitions de la division Formation militaire de L3H MT et d'AirCentre, l'accès de CAE aux ressources en capital, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les attentes concernant les économies de coûts et les synergies

prévues, la solidité, la complémentarité et la compatibilité des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre avec nos activités et nos équipes existantes, les autres avantages prévus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et leur incidence sur notre croissance future, nos résultats d'exploitation, notre rendement, nos activités, nos projets et nos occasions, nos perspectives commerciales, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position de chef de file dans nos marchés, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Les énoncés prospectifs contiennent normalement des termes comme *croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, vouloir, devoir, stratégie, futur* et des formulations analogues. Toutes ces déclarations prospectives sont faites conformément aux « dispositions refuges » prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières et dans la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 10 novembre 2022 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué sont expressément visées par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent communiqué. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf indication contraire de CAE, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 10 novembre 2022. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2023 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : les répercussions négatives prévues de la prolifération de nouveaux variants du virus de la COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et/ou notre situation financière, la conjoncture de marché, la réceptivité des clients envers les solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des récentes initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité

d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et de l'accès continu au financement par emprunt de façon suffisante pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution fructueuse des plans d'intégration liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies et AirCentre, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué, veuillez vous reporter à la rubrique pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Compte tenu de l'incidence de l'évolution des circonstances entourant la pandémie de COVID-19 et des mesures connexes prises par CAE, les gouvernements, les autorités de réglementation, les entreprises et les clients, les hypothèses de CAE font intrinsèquement l'objet de plus d'incertitude. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient se révéler inexacts.

Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2022 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponible au www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponible au www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2022 est également disponible au www.cae.com. L'un ou plusieurs des facteurs décrits dans le rapport de gestion de CAE pourraient être exacerbés par le prolongement de la pandémie de COVID-19 et avoir une incidence défavorable plus marquée sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de CAE. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures financières hors PCGR, des ratios hors PCGR, un total des mesures sectorielles, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR et d'autres mesures financières fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

Changements apportés à la désignation des mesures hors PCGR et des autres mesures financières

Au deuxième trimestre de l'exercice 2023, afin d'intégrer les directives évolutives récemment publiées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, nous avons modifié la désignation des mesures hors PCGR et des autres mesures financières suivantes sans changer la composition de ces mesures financières :

- Carnet de commandes ajusté (anciennement dénommé « le carnet de commandes »);
- Prises de commandes ajustées (anciennement dénommées « les prises de commandes »).

⁽¹⁾ Le résultat par action ajusté est une mesure financière hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, et les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques, après impôt, ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat dilué par action des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition ainsi qu'à ces pertes de valeur et à ces autres profits et pertes, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

⁽²⁾ Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure du total des secteurs qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et des autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il dresse un meilleur portrait de notre performance opérationnelle et qu'il nous permet de comparer plus facilement nos résultats entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est également la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

⁽³⁾ Prises de commandes ajustées et carnet de commandes ajusté

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues.

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une prise de commande ajustée est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes ajustées correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des prises de commandes ajustées divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de la croissance future de l'entreprise au fil du temps.

Le carnet de commandes total ajusté est une mesure financière hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des contreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les prises de commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés

pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;

- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

⁽⁴⁾ Le résultat net ajusté est une mesure financière hors PCGR que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, et exclut les coûts de restructuration, les coûts d'intégration, les coûts d'acquisition et les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il dresse un meilleur portrait de notre performance opérationnelle et qu'il nous permet de comparer plus facilement nos résultats entre les périodes.

⁽⁵⁾ Un simulateur de vol (FFS) est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute-fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

⁽⁶⁾ Le taux d'utilisation est l'une des mesures financières supplémentaires que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

⁽⁷⁾ Le NES est une mesure financière supplémentaire qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

⁽⁸⁾ Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les variations des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

⁽⁹⁾ Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

⁽¹⁰⁾ La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

(11) Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios hors PCGR qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA des douze derniers mois. Le BAIIA s'entend du bénéfice avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté exclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques. Nous utilisons le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, car ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

(12) Le rendement du capital utilisé (RCU) est un ratio hors PCGR calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, exclusion faite des charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé. Le rendement du capital utilisé ajusté exclut également les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, et les pertes de valeur et autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques tirés du résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. Nous utilisons le RCU et le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Résultat opérationnel	88,4 \$	49,9 \$	12,1 \$	(8,9) \$	1,6 \$	(1,8) \$	102,1 \$	39,2 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	16,0	15,4	6,3	35,6	0,3	0,5	22,6	51,5
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	104,4	65,3	18,4	26,7	1,9	(1,3)	124,7	90,7

Rapprochement du résultat net ajusté et du résultat par action ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 septembre	
	2022	2021
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	44,5 \$	14,0 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	17,0	39,2
Résultat net ajusté	61,5 \$	53,2 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,4	318,7
RPA ajusté	0,19 \$	0,17 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

<i>(montants en millions)</i>	T2-2023	T2-2022
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	138,0 \$	78,2 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	—	(47,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	138,0 \$	30,9 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(15,0)	(10,3)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	(5,5)	(8,0)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,5	6,1
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(9,6)	0,1
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	—	0,6
Flux de trésorerie disponibles	108,4 \$	19,4 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	30 septembre 2022	31 mars 2022
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 170,0 \$	2 148,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(203,2)	(346,1)
Passifs courants	(2 112,2)	(2 091,2)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	243,2	241,8
Éléments du fonds de roulement hors trésorerie	97,8 \$	(46,9) \$
Immobilisations corporelles	2 295,9	2 129,3
Immobilisations incorporelles	4 057,8	3 796,3
Autres actifs non courants	1 577,6	1 504,6
Autres passifs non courants	(517,0)	(596,6)
Total du capital utilisé	7 512,1 \$	6 786,7 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	243,2 \$	241,8 \$
Dette à long terme	3 154,6	2 804,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(203,2)	(346,1)
Dette nette	3 194,6 \$	2 700,1 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 238,3	4 009,7
Participations ne donnant pas le contrôle	79,2	76,9
Provenance du capital	7 512,1 \$	6 786,7 \$

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les PCGR les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la rubrique 5 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 déposé auprès des Autorités

canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	2022	2021	2022	2021
Produits des activités ordinaires	993,2 \$	814,9 \$	1 926,5 \$	1 567,6 \$
Coût des ventes	719,6	587,3	1 420,0	1 126,2
Marge brute	273,6 \$	227,6 \$	506,5 \$	441,4 \$
Frais de recherche et de développement	32,2	30,7	72,9	54,2
Frais de vente, généraux et d'administration	128,0	122,1	273,1	228,0
Autres (profits) et pertes	(3,2)	(4,1)	(5,6)	(9,8)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(8,1)	(11,8)	(19,5)	(20,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	22,6	51,5	44,1	63,7
Résultat opérationnel	102,1 \$	39,2 \$	141,5 \$	125,4 \$
Charges financières – montant net	41,3	35,0	77,5	63,6
Résultat avant impôt sur le résultat	60,8 \$	4,2 \$	64,0 \$	61,8 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	14,5	(13,0)	14,0	(2,7)
Résultat net	46,3 \$	17,2 \$	50,0 \$	64,5 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	44,5 \$	14,0 \$	46,2 \$	60,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,8	3,2	3,8	4,1
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	0,14 \$	0,04 \$	0,15 \$	0,20 \$

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Résultat net	46,3 \$	17,2 \$	50,0 \$	64,5 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	235,6 \$	49,4 \$	291,9 \$	11,8 \$
Perte sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	(99,7)	(21,9)	(143,3)	(7,5)
Reclassement au résultat net d'écarts de conversion	(2,2)	(1,0)	2,4	(3,2)
Perte sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	(13,8)	(3,9)	(5,5)	(17,7)
Reclassement au résultat net du (gain) perte sur les couvertures de flux de trésorerie	(5,1)	3,8	(21,0)	0,1
Impôt sur le résultat	8,9	(5,6)	12,4	0,5
	123,7 \$	20,8 \$	132,1 \$	(16,0) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	(15,2) \$	32,5 \$	46,9 \$	36,1 \$
Impôt sur le résultat	4,0	(8,6)	(12,5)	(9,5)
	(11,2) \$	23,9 \$	34,4 \$	26,6 \$
Autres éléments du résultat global	112,5 \$	44,7 \$	166,5 \$	10,6 \$
Total du résultat global	158,8 \$	61,9 \$	216,5 \$	75,1 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	154,3 \$	58,0 \$	209,2 \$	70,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4,5	3,9	7,3	4,3

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i>	30 septembre	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2022	2022
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	203,2 \$	346,1 \$
Créances clients	638,1	556,9
Actifs sur contrat	603,8	608,3
Stocks	566,3	519,8
Acomptes	81,0	56,7
Impôt sur le résultat à recouvrer	54,6	33,2
Actifs financiers dérivés	23,0	27,6
Total de l'actif courant	2 170,0 \$	2 148,6 \$
Immobilisations corporelles	2 295,9	2 129,3
Actifs au titre des droits d'utilisation	348,4	373,0
Immobilisations incorporelles	4 057,8	3 796,3
Investissement dans les participations mises en équivalence	508,8	454,0
Actifs au titre des avantages du personnel	13,7	—
Actifs d'impôt différé	111,7	117,4
Actifs financiers dérivés	14,1	10,5
Autres actifs non courants	580,9	549,7
Total de l'actif	10 101,3 \$	9 578,8 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	890,5 \$	975,1 \$
Provisions	31,1	36,7
Impôt sur le résultat à payer	32,0	22,7
Passifs sur contrat	829,1	788,3
Partie courante de la dette à long terme	243,2	241,8
Passifs financiers dérivés	86,3	26,6
Total du passif courant	2 112,2 \$	2 091,2 \$
Provisions	20,4	20,6
Dette à long terme	3 154,6	2 804,4
Obligations au titre des redevances	122,3	126,0
Obligations au titre des avantages du personnel	83,9	109,7
Passifs d'impôt différé	95,5	93,7
Passifs financiers dérivés	7,4	1,0
Autres passifs non courants	187,5	245,6
Total du passif	5 783,8 \$	5 492,2 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 242,5 \$	2 224,7 \$
Surplus d'apport	40,2	38,6
Cumul des autres éléments du résultat global	97,4	(31,2)
Résultats non distribués	1 858,2	1 777,6
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 238,3 \$	4 009,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	79,2	76,9
Total des capitaux propres	4 317,5 \$	4 086,6 \$
Total du passif et des capitaux propres	10 101,3 \$	9 578,8 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

Semestre clos le 30 septembre 2022

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée						
Soldes au 31 mars 2022	317 024 123	2 224,7 \$	38,6 \$	(31,2) \$	1 777,6 \$	4 009,7 \$	76,9 \$	4 086,6 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	46,2 \$	46,2 \$	3,8 \$	50,0 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	128,6	34,4	163,0	3,5	166,5
Total du résultat global	—	— \$	— \$	128,6 \$	80,6 \$	209,2 \$	7,3 \$	216,5 \$
Exercice d'options sur actions	828 352	17,8	(2,5)	—	—	15,3	—	15,3
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	4,1	—	—	4,1	—	4,1
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(5,0)	(5,0)
Soldes au 30 septembre 2022	317 852 475	2 242,5 \$	40,2 \$	97,4 \$	1 858,2 \$	4 238,3 \$	79,2 \$	4 317,5 \$

(Non audité)

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

Semestre clos le 30 septembre 2021

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée						
Soldes au 31 mars 2021	293 355 463	1 516,2 \$	22,5 \$	58,1 \$	1 543,7 \$	3 140,5 \$	72,3 \$	3 212,8 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	60,4 \$	60,4 \$	4,1 \$	64,5 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(16,2)	26,6	10,4	0,2	10,6
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(16,2) \$	87,0 \$	70,8 \$	4,3 \$	75,1 \$
Émission d'actions ordinaires suite à la conversion des reçus de souscription	22 400 000	677,2	12,5	—	—	689,7	—	689,7
Exercice d'options sur actions	1 032 293	26,3	(3,5)	—	—	22,8	—	22,8
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	5,8	—	—	5,8	—	5,8
Transfert des pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie liés aux regroupements d'entreprises	—	—	—	14,8	—	14,8	—	14,8
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2,4)	(2,4)
Soldes au 30 septembre 2021	316 787 756	2 219,7 \$	37,3 \$	56,7 \$	1 630,7 \$	3 944,4 \$	74,2 \$	4 018,6 \$

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2022	2021
Activités opérationnelles			
Résultat net		50,0 \$	64,5 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements	3	164,5	149,7
Dépréciation d'actifs non financiers	3	4,8	11,3
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence		(19,5)	(20,1)
Impôt sur le résultat différé		(3,4)	(8,9)
Crédits d'impôt à l'investissement		(5,2)	(13,3)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions		(7,8)	(1,8)
Régimes de retraite à prestations définies		7,4	11,9
Autres passifs non courants		(11,0)	(15,8)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		3,4	15,6
Autres		22,5	20,2
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	9	(230,3)	(311,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(24,6) \$	(98,2) \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	2	(6,4) \$	(1 376,4) \$
Acquisition d'un investissement dans une participation mise en équivalence		—	(4,3)
Ajouts d'immobilisations corporelles	3	(142,5)	(120,6)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		4,5	7,9
Ajouts d'immobilisations incorporelles	3	(60,3)	(38,9)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence		(8,5)	(0,4)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		6,4	0,6
Autres		(5,0)	(2,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(211,8) \$	(1 534,5) \$
Activités de financement			
Produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables		138,3 \$	— \$
Produit tiré de la dette à long terme		14,9	414,5
Remboursement sur la dette à long terme		(47,9)	(21,9)
Remboursement sur les obligations locatives		(31,7)	(32,4)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires		15,3	691,8
Autres		(0,1)	(1,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		88,8 \$	1 050,9 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		4,7 \$	(3,9) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(142,9) \$	(585,7) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		346,1	926,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		203,2 \$	340,4 \$

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, 1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Médias :

Samantha Golinski, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales 1-514-341-2000, poste 7939, samantha.golinski@cae.com